



Pour un dialogue (serein) avec le courant décroissant...

Xavier Dupret

Juillet 2019

12.000 signes

Alors que des plumes de gauche multiplient les essais, dont certains des plus brillants¹, visant à redonner du tonus à la critique anticapitaliste, on constate, du côté des classes moyennes occidentales, davantage d'intérêt pour la consommation éthique que pour l'action militante. L'avenir de la critique sociale passe-t-il plutôt par le questionnement de la consommation ou de la production ? Ce distingo n'est pas innocent.

Il renvoie directement au type d'acteurs que l'on souhaite mobiliser dans un processus de revivification de la conflictualité sociale. D'un côté, on s'appuie sur le collectif du mouvement ouvrier et ses traditions revendicatives. De l'autre, on visera plutôt le consommateur individuel (atomisé ?) et peu importe, au fond, si ce dernier s'appelle Bill Gates ou Monsieur Toutlemonde.

Ne pas vouloir trancher à tout prix

Au lieu de vouloir trancher de façon prématurée, il est important, avant tout, de prendre la mesure des choses. En cette période de stagnation des salaires, il serait logique, puisque les travailleurs, pour le dire simplement, gagnent moins, qu'ils cherchent avant tout à acheter moins cher. Pourtant, les préoccupations éthiques dans les choix de consommation ne reculent pas nécessairement dans ce contexte particulièrement morose. Nous connaissons tous autour de nous des gens qui choisissent de « consommer moins et mieux ». On songera, par exemple,

¹ Lire à ce sujet François Chesnais, *Finance Capital Today: Corporations and Banks in the Lasting Global Slump*, Ed.Brill, Leyde/Boston, 2016

aux personnes qui décident de se passer de voiture, de fabriquer leurs produits de nettoyage eux-mêmes ou de boycotter certaines marques.

Ce constat est-il confirmé par des sources davantage objectivées que des impressions personnelles? Des spécialistes du marketing l'affirment sans ambages : « La montée en puissance des préoccupations éthiques, sociales ou écologiques est sans conteste l'une des tendances marquantes de la dernière décennie dans la sphère de la consommation. Le succès de l'agriculture biologique ou celui du commerce équitable constituent les preuves tangibles que les consommateurs sont aujourd'hui de plus en plus attentifs au comportement des entreprises et aux modalités de fabrication des produits qu'ils achètent »².

Pourtant, « rendre l'individu essentiellement responsable, par ses choix de consommation, des impacts sociaux et environnementaux des modes de consommation, de production et de distribution, n'est-ce pas risquer de surresponsabiliser le consommateur, en légitimant le système économique et idéologique en place, en prétendant possible la symétrie d'information entre fabricants, vendeurs et acheteurs ? »³. On voit le piège qui se cache derrière la critique consumériste *stricto sensu*. Comment, dès lors, la doter d'un fondement politique et logique plus consistant que la simple prise de conscience individuelle ?

Le rapport avec la décroissance

Commençons par noter que les nouvelles pratiques de consommation entretiennent un rapport fondamental avec le courant décroissant. Ce dernier remet fondamentalement en cause la manière dont est envisagée la progression du PIB (Produit Intérieur Brut). L'idée est que, contrairement à une conception dominante, il n'est pas souhaitable que le PIB continue à croître indéfiniment, et qu'il faudrait même que l'on produise moins.

Une fois cette (rapide) définition posée, on constatera qu'on peut reprocher à la décroissance une confusion des genres entre données intrinsèquement qualitatives (vivre mieux) et quantitatives (avoir plus). Ces deux registres ne sont ni complémentaires ni antinomiques. Ils n'ont tout simplement rien à voir l'un avec l'autre.

Pour saisir pleinement la portée de cette distinction, il faut comprendre à quelles notions nous renvoie conceptuellement le PIB. Pour qu'une activité économique soit intégrée dans le PIB, il faut qu'elle donne lieu à un flux monétaire, c'est-à-dire un échange marchand. C'est logique dans la mesure précisément où le PIB consiste en une estimation de la production globale à travers la somme des valeurs ajoutées pour une époque et un territoire donnés. Il s'ensuit qu'un certain nombre d'activités productives ne sont pas intégrées dans le calcul du PIB, puisqu'elles ne donnent pas lieu à un échange monétaire et marchand. Ainsi en va-t-il de l'ensemble des productions domestiques (par exemple, quand un père ou une mère de famille prépare un repas, la production de ce dernier n'est pas intégrée dans la comptabilité nationale), qui sont pourtant, dans bien des cas, des activités essentielles au bien-être collectif. *De facto*, on constatera que l'addition de flux monétaires ne renseigne donc que très peu sur le caractère socialement souhaitable des productions ayant donné lieu à échange⁴.

² Özçağlar-Toulouse, Nil, « Désormais, le consommateur achète de manière responsable ! » in *Petit bréviaire des idées reçues en management*. La Découverte, 2008, p. 87

³ Gallais, Véronique, « Du marketing à la consommation responsable » in *Ecologie & politique*, vol. 39, no. 1, 2010, p.54.

⁴ Pour la rédaction de ces lignes, nous avons emprunté l'essentiel de l'argumentaire à Christian COMELIAU, *La croissance ou le progrès. Croissance, décroissance et développement durable*, Seuil, collection Economie humaine, Paris, 2006, pp. 44-51.

On fait croître le PIB lorsqu'on construit et installe des éoliennes. On le fait diminuer quand on ferme une centrale nucléaire. On le fait également décroître lorsqu'on supprime des postes d'infirmières ou encore si l'on diminue la production d'armements. Dans le même ordre d'idées, augmenter la taille des bilans bancaires fait croître le PIB.

Sur la base de ces constats, on peut se demander si la critique décroissante porte, en fin de compte, sur le bon objet. Est-ce que le problème, ce n'est pas, dans le fond, davantage la marchandisation que la croissance?

Le capitalisme est structurellement basé sur l'échange marchand. Aucune accumulation de capital n'est, en effet, possible sans échanges marchands. Or, on sera surpris d'apprendre que le courant décroissant ne centre jamais ses analyses sur une intéressante propriété du PIB, à savoir qu'il intègre les activités non-marchandes.

Le PIB est une construction qui remonte aux années 1930. A cette époque, les autorités américaines chargent l'économiste Simon Kuznets (1901-1985) de mettre au point un indicateur censé mesurer la production annuelle de richesses aux Etats-Unis⁵. Kuznets est alors confronté à un problème. Il doit, en effet, rendre compte de l'existence de services publics aux Etats-Unis, par exemple l'éducation. Or, cette dernière, du moins quand elle est organisée par les services publics, est gratuite. Comment la comptabiliser ? Simon Kuznets va travailler en partant du principe qu'un bien public, qui n'a pas de prix pour le consommateur, donne, malgré tout, l'occasion d'un échange monétaire. En effet, les enseignants reçoivent un salaire. Dans ce cas, comme on dit en économie, Kuznets va travailler sur la base du coût des facteurs, c'est-à-dire les salaires des agents.

Par contre, lorsque Kuznets devra comptabiliser la production et la vente de crèmes glacées, il travaillera sur la base du prix de vente de ces dernières. On dit que dans ce cas, il travaille sur la base des prix du marché. Or, le prix de vente d'un bien doit nécessairement être supérieur aux salaires des travailleurs qui ont produit ce bien.

Par conséquent, si un plus grand nombre de biens et services produits étaient réalisés sous un régime de service public non-marchand, le PIB décroîtrait automatiquement, du fait de l'absence de prix de vente sur un marché. Nous avons également vu auparavant que c'est précisément dans ce prix de vente qu'est incorporé le profit des détenteurs des moyens de production. Quand on critique la croissance du PIB, il convient de prêter davantage d'attention aux précieux enseignements liés à la construction de cet indice statistique. En l'espèce, il s'agit du fait qu'un PIB ne comptabilise pas que des activités marchandes. Critiquer la croissance du PIB, c'est critiquer autant la croissance de productions marchandes que non-marchandes. Il s'agit là d'une vision, somme toute, assez unilatérale.

Critique de la marchandisation

La critique de la croissance du PIB s'avère, dès lors, peu convaincante puisqu'on ne perçoit pas l'intérêt de prescrire une décroissance des activités marchandes, mais aussi non-marchandes. En revanche, la critique de la marchandisation semble davantage porteuse. Elle correspond, d'ailleurs, à un constat matériel plutôt inquiétant pour l'avenir si, du moins, rien en change entre-temps.

⁵ Lire à ce sujet Kuznets, Simon, « Economic Growth and Income Inequality » in *The American Economic Review*, Vol. 45, No. 1, Mar., 1955, pp 1-28.

Prenons un rapport sorti récemment dans le cadre des travaux des Nations Unies relatifs au changement climatique⁶. Ses conclusions sont pour le moins saisissantes. L'ère de l'énergie bon marché touche à sa fin. Le pic pétrolier, c'est-à-dire le moment où la production commence à décroître en raison de la raréfaction de la matière première, serait en vue. La très sérieuse Agence Internationale de l'Energie (AIE) prévoit même que le choc pétrolier, résultant de ce décalage entre le pétrole disponible et les besoins de nos économies, aura lieu aux alentours de 2040⁷.

Alors que la demande mondiale augmente, l'extraction des hydrocarbures disponibles (sables asphaltiques, pétrole de roche-mère, grands fonds marins...) s'avère de plus en plus difficile. Il en résulte une augmentation des coûts de production.

Voilà pourquoi les investissements dans la production sont notoirement insuffisants. La fin proche du pétrole abondant et à coûts faibles chamboulera bientôt complètement l'économie mondiale.

Cet état de choses conduit à un constat d'urgence. Nos sociétés vont devoir transformer leurs modes de production et de consommation de l'énergie, du transport, de la nourriture et du logement. Le pétrole ne sert, en effet, pas qu'à produire de l'essence destinée à faire rouler les voitures. Si près de 59% du pétrole consommé annuellement dans le monde est le fait du secteur des transports (fret routier, véhicules, navires, avions), on doit également relever son importance dans d'autres composantes de l'activité économique. C'est ainsi que de nombreux engrais et pesticides proviennent de la transformation du pétrole. Le bitume de nos routes est également issu des pétroles lourds. Se passer de pétrole équivaut donc à une mutation technologique importante et suppose, du même coup, une planification écologique rigoureuse de la part des pouvoirs publics.

Par conséquent, l'idée que nos modes de consommation et de production soient laissés au libre jeu des acteurs privés perd de sa légitimité. Un certain nombre de décisions adoptées dans le cadre de l'économie marchande ne sont clairement plus adaptées aux nouvelles contraintes environnementales pesant sur l'économie mondiale.

La boucle se boucle...

⁶ United Nations, Global Sustainable Development Report 2019.

⁷ AIE, Rapport sur les perspectives énergétiques mondiales, 2018.